



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article6920>

Retour sur le Sommet des Peuples de Rio + 20 : quelles suites pour le Québec ?

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2012 - Journal des Alternatives. Vol.3 - No.9, septembre 2012 -



Date de mise en ligne : jeudi 6 septembre 2012

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

La mobilisation québécoise pour le Sommet des Peuples sur la justice sociale et environnementale, tenu à Rio de Janeiro du 15 au 22 juin dernier, a été exceptionnelle à bien des égards.

D'abord par le nombre de délégués en provenance du Québec. À la délégation forte de 77 personnes conjointement organisée par Alternatives, les YMCA du Québec et UniAlter, se sont ajoutés des dizaines d'autres participants venus de milieux syndicaux, académiques ou de diverses organisations touchées par les questions environnementales. Plus d'une centaine de québécois provenant des mouvements sociaux et de la société civile ont pris part au Sommet des peuples de Rio + 20 (1). En comparaison, le premier Sommet des peuples sur les questions environnementales tenu à Cochabamba en avril 2010 n'avait attiré qu'une dizaine de délégués québécois.

Ensuite par la qualité des participants. En effet, notre délégation était composée en très grande partie de personnes provenant des mouvements sociaux québécois : des membres de groupes communautaires et environnementaux ainsi que des militants syndicaux de base, des étudiants fortement impliqués dans la grève contre la hausse des frais de scolarité, et fait notable, une dizaine de jeunes autochtones venant d'un peu partout au Québec. (2)

Un reflet des mobilisations sociales au Québec

Cette présence exceptionnellement riche et diversifiée est le reflet direct de l'importance qu'ont assumées ces dernières années les mobilisations à incidence environnementale au Québec.

En succession rapide nous avons vu une vraie révolte citoyenne se développer dès l'automne 2010 contre l'exploration des gaz de schistes dans la vallée du Saint-Laurent. Cette mobilisation de milliers de citoyens, très largement soutenue par l'opinion publique, a forcé le gouvernement provincial à surseoir à cette exploration. Ce succès fut suivi d'une vraie levée de boucliers devant le projet d'investissement massif dans le développement minier et hydroélectrique du grand nord québécois, ce fameux Plan Nord dont le gouvernement Charest voulait faire l'élément marquant de sa campagne électorale. Des communautés autochtones du Nord québécois ainsi que plusieurs groupes environnementaux ont propulsé avec un succès un large débat sur les dégâts sociaux et écologiques pouvant découler d'un tel projet. Ces mobilisations sur des questions environnementales ont culminées dans le très vaste ralliement du 22 avril 2012 lors du jour de la terre. Arrivant en plein conflit étudiant, cette manifestation de plus d'un quart de millions de gens a fortement contribué à transformer la contestation étudiante en un vaste mouvement social critiquant les politiques néolibérales, tant pour leurs impacts néfastes au niveau social qu'écologique. Incidemment, ce grand ralliement a permis de lancer ce qui est devenue une tradition au courant du Printemps érable, soit les grandes manifestations du 22 de chaque mois.

C'est donc porté par cet exceptionnel vent de contestation sociale que les délégués québécois se sont présentés au Sommet des peuples. Tout de suite, nous avons été séduits par le caractère dynamique, énergique et tellement mobilisant de ce grand regroupement des mouvements socio-écologiques de la planète avec ses quelques 50,000 participants. Alors que le Sommet officiel des Nations Unies s'enlisait dans la paralysie la plus totale, le Sommet des peuples, lui, adoptait non seulement des déclarations importantes sur la lutte contre les compagnies minières et l'extractivisme ou l'appui aux communautés autochtones dans la défense de leurs territoires ancestraux, mais aussi et surtout des propositions de campagne et de luttes communes sur les grands enjeux sociaux et environnementaux de la planète.

Actions communes et alliances

Les ateliers organisés ou co-organisés par notre délégation, que ce soit pour critiquer la politique bancaire du gouvernement fédéral canadien en matière d'environnement ou bien pour remettre en cause le Plan Nord du gouvernement québécois, alliés à notre participation à plusieurs discussions en plénières nous ont permis de développer d'intéressantes convergences avec plusieurs mouvements sociaux d'ici et d'ailleurs.

Notamment :

- ▶ Nous avons appuyé et participé à la très forte critique faite au Sommet des peuples de l'action des compagnies minières canadiennes en Amérique latine. Le résultat fut frappant. Le Canada est non seulement dénoncé nommément dans le document adopté par la plénière sur l'extractivisme, (3), mais en outre une coordination s'est mise sur pied pour faire du 1er août une journée de protestation contre les minières canadiennes et ce à l'échelle des Amériques.
- ▶ Nous avons participé à la mise sur pied d'une amorce de coordination internationale contre l'exploitation des gaz de schiste par fracturation hydraulique. Ainsi des actions communes se tiendront ce 22 septembre aux États-Unis, au Québec, en France, ainsi que dans d'autres pays contre cette forme particulièrement d'exploitation des énergies fossiles. (4)
- ▶ Nous avons fait connaître largement la lutte des étudiants québécois contre la hausse des frais de scolarité et contribué à ce que se tisse des rapports de solidarité entre les associations étudiantes québécoise et celles du Brésil. Fait notable : l'assemblée finale du Sommet des peuples a rendu hommage à notre Printemps érable. (5)

Importance de la déclaration finale du Sommet des Peuples

La déclaration finale du Sommet des peuples de Rio (6) est une avancée importante pour le mouvement grandissant sur la justice environnementale. Tout en reprenant la dénonciation fondamentale du capitalisme comme étant la cause structurelle de la crise économique et écologique que connaît la planète, cette déclaration ajoute un élément nouveau soit la constatation que la dite « économie verte » promue par les Nations Unies n'est qu'une tentative de verdir le néolibéralisme et de faire payer aux peuples du monde la sortie de crise du capitalisme financier.

Elle affirme, en outre, que la résistance des peuples aux quatre coins de la planète doit ouvrir la porte à formulation d'un projet contre-hégémonique et transformateur basé sur la démocratie participative, l'économie solidaire et coopérative, ainsi qu'un nouveau paradigme de production et de consommation en harmonie avec la nature.

Prenant la pleine mesure de l'échec de négociations internationales sur les changements climatiques, la déclaration se termine sur un appel à la création de convergences, tant internationales que locales, des luttes sociales et environnementales comme étant le seul moyen de stopper la nouvelle recombinaison du capitalisme.

Quelles suites pour nous ?

Stimulé par le Sommet des peuples de Rio et désireux de continuer les mobilisations à incidence environnementales au Québec, nous pouvons à notre tour suggérer quelques axes de lutte :

- ▶ Persévérer dans l'opposition à l'exploitation des **sable bitumineux en Alberta** et donc aux projets de pipelines pour l'exportation de ce pétrole sale. Ceci inclus l'opposition au projet de la pétrolière Enbridge d'acheminer ce pétrole à travers le Québec pour atteindre éventuellement la côte est des États Unis.
- ▶ Appuyer l'opposition écologiste et citoyenne à l'**exploitation pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent** au large des côtes du Québec (Projet Old Harry, Anticosti, etc...)
- ▶ Appuyer la demande faite par les Premières Nations d'un **Sommet sur l'exploitation des ressources dans le Grand Nord**

Post-scriptum :

1. Voir « Sommet des peuples - Pour poursuivre la lutte en faveur d'une « justice sociale et environnementale ». Le Devoir, 20 juin 2012

<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/352859/sommet-des-peuples-pour-poursuivre-la-lutte-en-faveur-d-une-justice-sociale-et-environnementale>

2. Voir « Rio + 20 : impasse gouvernementale, convergence sociale », Journal des Alternatives, 22 juin 2012

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article6825>

3. Voir 2.4 « Plenary 4 - Energy and Extractive Industries, Rio de Janeiro, 17 and 18 June 2012, People's Summit, » : « initiate a campaign to denounce the Canadian State and its extractive companies for their economic, social, and legal responsibility regarding the social and environmental damage caused mainly in Latin America and Africa »,

<http://cupuladospovos.org.br/wpcontent/uploads/2012/07/FinalDeclaration-ENG.pdf>

4. Voir « Déclaration des organisations contre la fracturation réunis au Sommet des Peuples (Rio) », Blogue AQLPA 22 juin 2012,

<http://www.blogueaqlpa.com/2012/06/22/declaration-du-groupe-contre-la-fracturation-au-sommet-des-peuples/>

5. Voir le vidéo « Des carrés rouges à Rio », Journal des Alternatives, 27 juin 2012,

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article6828>

6. Voir « Déclaration finale du Sommet des Peuples de Rio+20 pour la Justice sociale et environnementale »

<http://rio20.net/fr/propuestas/declaration-finale-du-sommet-des-peuples-de-rio20>

7. Voir « Enbridge veut inverser le flux de son pipeline vers le Québec », Le Devoir 18.05.2012

<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/350380/enbridge-veut-inverser-le-flux-de-son-pipeline-vers-le-quebec>